



KPMG SA  
12 rue Papiau de la Verrie  
Les Parcs d'Orgemont II  
Bâtiment 1  
49000 Angers

# GCSMS des Quatre Vents

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024  
GCSMS des Quatre Vents  
8 boulevard du Commandant Charcot 17440 Aytré

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
12 rue Papiau de la Verrie  
Les Parcs d'Orgemont II  
Bâtiment 1  
49000 Angers

## **GCSMS des Quatre Vents**

8 boulevard du Commandant Charcot 17440 Aytré

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association GCSMS des Quatre Vents,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association GCSMS des Quatre Vents relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note "3. Continuité d'exploitation" de l'annexe fait état des incertitudes pesant sur la continuité d'exploitation. Nous avons été conduits à examiner les dispositions envisagées à cet égard. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné la situation de votre groupement au regard de l'incertitude pesant sur la continuité d'exploitation de votre groupement, et avons apprécié l'information donnée en annexe à ce titre.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.





Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Angers, le 11 juin 2025  
KPMG SA



11/06/2025 15:01

Signé par **Dominique Grignon**

**Dominique GRIGNON**  
Associé

BILAN ACTIF - Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	Net à fin 12/2024	Net à fin 12/2023	Ecart
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>					
Frais d'établissement					
Frais de développement					
Concessions, brevets et droits similaires	549	549			
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances, acomptes sur immo. incorporelles					
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel, outillage	57 991	40 602	17 390	15 857	1 533
Autres immobilisations corporelles	66 938	41 931	25 008	19 556	5 452
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>					
Participations par mise en équivalence					
Autres participations	2 500		2 500	2 500	
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	300		300	300	
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>128 279</b>	<b>83 082</b>	<b>45 197</b>	<b>38 213</b>	<b>6 985</b>
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens					
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes	780		780	8 261	-7 481
<b>CREANCES</b>					
Créances Clients et Comptes Rattachés	44 790		44 790	166 853	-122 064
Autres créances	54 029		54 029	64 146	-10 117
Capital Souscrit et Appelé, non versé					
<b>DIVERS</b>					
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres : )					
Disponibilités	252 462		252 462	192 120	60 342
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>					
Charges constatées d'avance	6 843		6 843	4 264	2 579
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>358 904</b>		<b>358 904</b>	<b>435 645</b>	<b>-76 741</b>
Frais d'émission d'emprunts à étaler					
Primes de remboursement des obligations					
Ecart de conversion Actif					
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>487 183</b>	<b>83 082</b>	<b>404 101</b>	<b>473 857</b>	<b>-69 756</b>

BILAN PASSIF - Rubriques	A Fin 12/2024	A Fin 12/2023	Ecart
Fonds associatifs sans droit de reprise			
Primes d'émission, de fusion, d'apport			
Ecart de réévaluation			
Fonds propres pouvant être repris et droits des propriétaires (commodat)			
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
(Dont sous contrôle des financeurs)			
Autres réserves sous contrôle financeurs	-200 965	-148 529	-52 436
Report à nouveau			
(Dont sous contrôle financeurs)			
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>	<b>-20 983</b>	<b>-52 436</b>	<b>31 453</b>
<i>Dont Sous Contrôle Financeurs</i>			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
<b>FONDS PROPRES</b>	<b>-221 948</b>	<b>-200 965</b>	<b>-20 983</b>
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés			
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges	28 920	31 250	-2 330
<b>PROVISIONS</b>	<b>28 920</b>	<b>31 250</b>	<b>-2 330</b>
<b>DETTES FINANCIERES</b>			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	50 461	65 889	-15 427
Emprunts et dettes financières divers			
(Dont emprunts participatifs)			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	174	174	
<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	80 297	101 660	-21 364
Dettes fiscales et sociales	95 805	109 503	-13 699
<b>DETTES DIVERSES</b>			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		3 626	-3 626
Autres dettes	369 075	360 731	8 344
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>			
Produits constatés d'avance	1 317	1 988	-671
<b>DETTES</b>	<b>597 129</b>	<b>643 572</b>	<b>-46 443</b>
Ecart de conversion Passif			
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>404 101</b>	<b>473 857</b>	<b>-69 756</b>

Rubriques	A Fin 12/2024	A Fin 12/2023	ECART
<b>Cotisations</b>			
<b>Ventes de biens et de services</b>	<b>1 600.00</b>	<b>1 700.00</b>	<b>-100.00</b>
Ventes de marchandises			
Production vendue de biens			
Production vendue de services			
Production stockée	1 600.00	1 700.00	-100.00
Production immobilisée			
<b>Produits de tiers financeurs</b>	<b>1 299 506.47</b>	<b>1 259 982.45</b>	<b>39 524.02</b>
Concours publics et Subventions d'exploitation	1 299 506.47	1 259 982.45	39 524.02
<b>Ressources liées à la générosité du public</b>	<b>1 299 506.47</b>	<b>1 259 982.45</b>	<b>39 524.02</b>
Dons manuels			
Rep. s/ dépréciations, provisions et amort.	2 330.00	32 406.00	-30 076.00
Transferts de charges	620.82	3 327.46	-2 706.64
Utilisations des fonds dédiés			
Autres produits	41.91	4 009.80	-3 967.89
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>1 304 099.20</b>	<b>1 301 425.71</b>	<b>2 673.49</b>
Achats marchandises (Dont droits douane)			
Variation de stock (marchandises)			
Achats stockés mat. premières & autres approv. (& droits douane)			
Variation de stock (mat. premières et approv.)			
Autres achats et charges externes	745 764.78	744 084.61	1 680.17
<b>Sous-total Autres achats et charges externes (60-61-62)</b>	<b>745 764.78</b>	<b>744 084.61</b>	<b>1 680.17</b>
Impôts, taxes et versements assimilés	25 586.95	27 593.56	-2 006.61
Salaires et traitements	413 529.16	420 786.32	-7 257.16
Charges sociales	126 258.90	145 837.98	-19 579.08
<b>DOTATIONS D'EXPLOITATION</b>			
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	12 274.64	9 717.80	2 556.84
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			
Dotations aux provisions			
Reports en fonds dédiés			
Autres charges	168.68	2 353.50	-2 184.82
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>1 323 583.11</b>	<b>1 350 373.77</b>	<b>-26 790.66</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>-19 483.91</b>	<b>-48 948.06</b>	<b>29 464.15</b>
<b>OPERATIONS EN COMMUN</b>			
Bénéfice attribué ou perte transférée			
Perte supportée ou bénéfice transféré			
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			
Produits financiers de participations			
Produits des aut. val. mob. & créances de l'actif immob.			
Autres intérêts et produits assimilés			
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			
Différences positives de change			
Produits nets s/ cessions de val. mob. de placement			
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			
Dot. financ. aux amort., dépréciations & provisions			
Intérêts et charges assimilés	1 294.66	1 581.27	-286.61
Différences négatives de change			
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
<b>CHARGES FINANCIERES</b>	<b>1 294.66</b>	<b>1 581.27</b>	<b>-286.61</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>-1 294.66</b>	<b>-1 581.27</b>	<b>286.61</b>

<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>	<b>-20 778.57</b>	<b>-50 529.33</b>	<b>29 750.76</b>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			
Produits exceptionnels sur opérations en capital			
Rep. s/ dépréciations & provisions, transferts charges			
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>			
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	204.47	1 906.55	-1 702.08
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	0.24		0.24
Dot. exceptionnelles aux amort., dépréciations & provisions			
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>204.71</b>	<b>1 906.55</b>	<b>-1 701.84</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-204.71</b>	<b>-1 906.55</b>	<b>1 701.84</b>
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise			
Impôts sur les bénéfices			
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>1 304 099.20</b>	<b>1 301 425.71</b>	<b>2 673.49</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>1 325 082.48</b>	<b>1 353 861.59</b>	<b>-28 779.11</b>
<b>BENEFICE OU PERTE</b>	<b>-20 983.28</b>	<b>-52 435.88</b>	<b>31 452.60</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Prestations en nature			
<b>TOTAL</b>			
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Mise à disposition des biens et services			
Mise à disposition de personnel			
<b>TOTAL</b>			